

Banques locales ou globales ?

Pierre-Cyrille Hautcoeur

Ecole des hautes études en sciences sociales

Ecole d'économie de Paris

Dans une publicité radiophonique récente, un quidam définissait une bonne banque comme celle qui prêterait localement l'argent collecté localement. A l'opposé, sans doute, des banques multinationales mêlées à des opérations transfrontalières et des marchés financiers dérégulés. Au même moment, on apprend que les grandes banques européennes se replient sur leurs territoires nationaux pour éviter les risques souverains de la zone euro ou les craintes de leurs déposants. Quel changement après des décennies d'intégration financière croissante, durant lesquelles la diversification permise par l'internationalisation et le recours aux marchés financiers constituait l'alpha et l'oméga du banquier moderne ! Un tournant est-il souhaitable ? Le fait est que la comparaison entre le système financier français et ceux de nombre d'autres pays montre une différence majeure: la concentration de notre système bancaire autour de banques généralistes mondialisées qui visent à la fois un réseau européen pour les particuliers, la clientèle des entreprises du monde entier et toutes les activités liées aux marchés financiers. En Allemagne au contraire, un réseau dense de banques locales et régionales de statuts variés (coopératifs, mutualistes), de spécialisation également variées (PME, particuliers, immobilier), coexiste avec les banques universelles comme la Deutsche Bank. Nombre de spécialistes considèrent aujourd'hui que la structure bancaire allemande, longtemps qualifiée de retardataire, est en fait un atout. Théorie et histoire permettent de le comprendre.

Du côté de la théorie, deux catégories d'arguments s'opposent. En faveur des banques locales, l'idée que le banquier, par ses relations durables avec ses clients, connaît leur solidité et leurs besoins, et peut donc sélectionner les bons clients et contrôler leur comportement pour

éviter les investissements hasardeux: l'activité bancaire classique, qui évalue et suit chaque client. En faveur des grandes banques, la possibilité de diversifier les investissements et d'intégrer les marchés (en empruntant là où l'argent est bon marché pour prêter où il vaut davantage): l'activité financière « moderne » qui évalue statistiquement pour réduire les coûts du suivi individuel. En faveur des grandes banques, aussi, les besoins complexes et mondiaux des entreprises multinationales, et les économies d'échelle sur des coûts fixes comme l'informatique. Les crises financières récentes ont montré que la valeur de la diversification a été exagérée durant les dernières décennies par des théories qui négligeaient la possibilité de chocs systémiques, et que les vertus des pratiques bancaires classiques ont été sous-évaluées.

L'histoire montre aussi que les petites banques proches des entreprises de leur région peuvent être un atout précieux. A la fin du 19^e siècle, en France comme en Allemagne, des banques régionales ont joué, à côté des grandes banques dont l'importance a souvent été soulignée, un rôle crucial dans le développement industriel. En Allemagne, les banques coopératives et mutualistes, souvent spécialisées dans des activités bien délimitées, soutenaient les entreprises petites ou moyennes jusque dans les villages. Indépendantes du grand capitalisme national ou international, elles visaient le développement régional, et bénéficiaient de l'appui des autorités locales. Malgré des hauts et des bas, elles parvinrent à retrouver un rôle similaire après 1945. En France, les banques régionales furent déterminantes dans le succès d'industries aussi diverses que l'hydroélectricité, l'aluminium, la chimie ou la pharmacie. Elles bénéficièrent à la fin du 19^e siècle du refinancement de la Banque de France, dont l'activité traditionnelle de crédit était menacée par les banques de dépôt nationales, et qui s'appuyait sur les banques régionales pour développer son réseau et garder sa position dominante. Elles souffrirent cependant de deux handicaps: d'une part, la crise des années 1930 fut fatale à nombre d'entre elles; d'autre part et surtout, la tendance centralisatrice des gouvernements et des élites financières conduisit à l'absorption ou à l'unification sous houlette parisienne de la plupart des banques locales

ou régionales, qu'elles fussent privées, coopératives, mutualistes ou publiques.

La différence avec le tissu bancaire allemand beaucoup plus diversifié – même s'il a subi les effets de politiques « modernisatrices » depuis une vingtaine d'années – tient au caractère fédéral de l'Etat allemand, et à une histoire durant laquelle les institutions nationales sont apparues tardivement et restées peu nombreuses.

Peut-on pour autant implanter des banques locales en France ? Cela ne va pas de soi: l'initiative privée, qui plus est locale, ne se décrète pas de Paris. La domination des grandes banques est massive, leur influence sur les régulations bancaires considérable, leur attractivité sur les meilleurs étudiants encore forte. Mais il apparaît aujourd'hui que le « redressement productif » du tissu industriel dans les régions ne requiert pas seulement des universités et des centres de recherche efficaces alliés à des *start ups* pétulantes, mais aussi des institutions financières qui s'y investissent durablement.